



L'université, ça compte

La contribution des universités canadiennes à la
reprise économique et à la prospérité à long terme
du pays

Mémoire prébudgétaire présenté par l'AUCC
au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Le 14 août 2009

Sommaire

Les Canadiens viennent de traverser l'une des années les plus difficiles de mémoire d'homme. Leurs certitudes quant à leur avenir économique et social ont été ébranlées. Parallèlement, les changements démographiques imminents entraîneront avec eux de nouveaux défis pour la croissance économique du Canada; l'innovation et la productivité seront ainsi plus importantes que jamais.

Par ailleurs, ayant mis en place des mesures essentielles de relance économique qui aideront la population canadienne à traverser la période de ralentissement économique, le gouvernement fédéral et de nombreuses provinces enregistrent maintenant un déficit. Parmi ces mesures de relance, l'investissement de plus de quatre milliards de dollars consenti par le gouvernement fédéral, les provinces et d'autres partenaires dans le Programme d'infrastructure du savoir s'est révélé particulièrement efficace pour créer des emplois à court terme et permettra d'assurer, à long terme, des gains de productivité. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des fonds de ce programme ont été alloués et les projets sont en cours. Dans le cadre de ce programme, des universités de l'ensemble du Canada créent des emplois en entreprenant la construction de nouvelles installations de recherche et la modernisation des anciennes. Nombre d'universités ont recours à des technologies de pointe qui amélioreront l'efficacité énergétique sur les campus, réduiront l'empreinte carbone des universités et amélioreront la qualité de l'environnement. Les 94 établissements membres de l'AUCC, situés dans des collectivités de l'ensemble du pays, font leur part pour que le Canada soit en mesure d'assurer le retour de la croissance économique.

Les universités ont aussi été touchées par le ralentissement économique mondial. Elles prennent des décisions difficiles afin d'être en mesure d'offrir une formation de grande qualité et d'effectuer de la recherche de classe mondiale dont bénéficieront leurs collectivités. Les Canadiens attendent davantage de la part de leur gouvernement et de toutes les institutions publiques; et les universités veulent et peuvent faire davantage.

Le développement des compétences, du talent, de la créativité et de la capacité d'innovation des Canadiens constitue le meilleur moyen de promouvoir la productivité, la croissance économique et la prospérité à long terme de la société. Les universités reconnaissent toutes qu'une intensification des investissements consacrés à la recherche universitaire, au marketing international de l'enseignement supérieur et à l'éducation postsecondaire des Autochtones aidera le Canada à retrouver rapidement la croissance économique et à améliorer sa position concurrentielle dans l'économie mondiale.

C'est maintenant le moment d'effectuer les investissements qui aideront les Canadiens à retrouver la croissance économique et à préparer l'économie et la société de l'avenir. L'AUCC recommande que le gouvernement fédéral :

- **accroisse de façon considérable ses investissements dans la recherche universitaire par l'entremise des programmes clés des organismes subventionnaires. Ces investissements permettraient d'augmenter les budgets centraux des organismes subventionnaires dans le domaine de la recherche et de majorer le Programme des coûts indirects afin de soutenir les chercheurs, de former de futurs chercheurs et de créer des partenariats au Canada et à l'étranger. Un financement annuel de 400 millions de dollars pour chacune des deux prochaines années, accompagné de hausses de 250 millions de dollars pour chacune des trois années suivantes,**

permettrait d'améliorer considérablement la capacité du Canada de produire des idées, de former les futurs chercheurs et d'innover;

- **investisse dans une stratégie de recrutement des étudiants étrangers, comprenant notamment des activités de marketing ciblées, qui permettra de promouvoir l'excellence des universités canadiennes auprès d'étudiants potentiels à l'étranger. L'ampleur des investissements s'établirait à 20 millions de dollars par année sur cinq ans;**
- **accroisse les possibilités en matière d'études universitaires pour les Canadiens autochtones en augmentant le soutien financier à l'intention des étudiants autochtones, en investissant dans les programmes et services universitaires destinés aux étudiants autochtones et en créant un fonds destiné à des projets pilotes dans le cadre desquels les universités travailleront en partenariat avec les collectivités autochtones à renforcer les taux de réussite des élèves aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire. L'AUCC recommande l'attribution d'un nouveau financement de 65 millions de dollars pour la première année, avec des hausses de 55 millions de dollars pour chacune des quatre années suivantes.**

Créer richesse et savoir pour les Canadiens et leurs familles

L'économie canadienne connaît une période de changement profond. De nombreux emplois traditionnels dans le secteur primaire et le secteur manufacturier sont en voie de disparaître, alors que les secteurs des services et du savoir connaissent un véritable essor. La concurrence dans l'économie mondiale du savoir est de plus en plus réelle; ce sont les plus avisés et les plus innovateurs qui réussiront.

Au cours des prochaines années, les changements démographiques au pays entraîneront d'importants défis et contraintes pour la croissance économique du Canada. Au cours des 40 dernières années, le Canada a pu compter sur un boom démographique pour stimuler l'expansion économique. Aujourd'hui, avec le vieillissement de la population, il est essentiel de trouver de nouveaux moyens de stimuler la croissance économique. Le pourcentage de la population active âgée de 25 à 65 ans devrait commencer à régresser d'ici moins de 10 ans. Au cours des 50 prochaines années, la population canadienne âgée de 65 ans et plus doublera. Ce phénomène commence déjà à exercer une pression accrue sur le système de soins de santé et les services sociaux canadiens. Ainsi, au fil du temps, le financement de ces systèmes sera assuré par un nombre proportionnellement décroissant de travailleurs.

En fait, le défi consistera à travailler non pas plus longtemps, mais plus intelligemment : c'est-à-dire en créant des produits, des services et des processus novateurs qui stimuleront la productivité. Les Canadiens devront gagner et produire davantage pour chaque heure de travail afin de pouvoir maintenir un niveau de vie élevé. Les universités ont un rôle essentiel à jouer pour aider les Canadiens à atteindre ce but dans les grandes comme dans les petites collectivités de l'ensemble du pays.

À l'échelle internationale, il est de plus en plus reconnu que les pays qui investissent massivement dans l'éducation, la recherche et l'innovation seront les leaders mondiaux de demain en matière de développement économique et social. Les pays du monde entier sont conscients que les travailleurs et les entreprises ayant le plus grand savoir à exploiter gagneront les revenus les plus élevés.

Le Canada se trouve en bonne position pour procéder à des investissements et devenir un chef de file dans ce nouvel ordre économique. Grâce aux décisions qui ont été prises et aux investissements qui ont été faits antérieurement, le Canada se trouve parmi les derniers pays à être entrés en récession. Les décisions à venir détermineront quant à elles si le pays sera l'un des premiers à en sortir et s'il sera en mesure d'améliorer sa position concurrentielle. Le Canada affiche proportionnellement les ratios de dette et de déficit sur le PIB les plus faibles de tous les pays du G8. Il compte des systèmes d'éducation et d'innovation solides dans lesquels investir. *Avantage Canada* et la stratégie canadienne en matière de sciences et de technologie ont déjà tracé la voie à suivre à cet égard. Le séminaire de l'OCDE tenu en février 2009 et portant sur la durabilité et le rôle des politiques en matière d'innovation dans le cadre de la crise économique actuelle a permis de conclure que « les réformes visant à stimuler l'innovation dans un contexte de réformes plus vastes pour régler la crise peuvent aider les pays à sortir de cette crise plus forts qu'avant et à les mettre sur la voie d'un développement plus durable ».

Des investissements supplémentaires dans l'enseignement supérieur et la recherche universitaire auront un effet stimulant immédiat sur l'économie, qui se fera sentir dans les collectivités de toutes les régions du Canada. Mais surtout, les décisions que nous prenons aujourd'hui détermineront la capacité d'innovation, de compétitivité et de prospérité des Canadiens pour les années à venir. Une série de rapports publiés récemment par différentes organisations, comme le

Conseil des académies canadiennes, le Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence et le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI), montre qu'on s'entend sur la voie à suivre. Comme le souligne un récent rapport du CSTI intitulé *L'état des lieux en 2008* :

« ... nos investissements en sciences, en technologie et dans l'innovation nous aider[ont] à nous remettre rapidement du ralentissement économique mondial actuel. Ces investissements peuvent nous aider à renforcer nos atouts actuels, à dépasser nos concurrents qui sont en moins bonne situation financière que nous et à nous donner l'occasion de consolider les domaines dans lesquels nous ne figurons pas parmi les chefs de file mondiaux. Toutefois, si nous ne faisons rien ou prenons de mauvaises décisions, les problèmes à court terme auxquels nous devons faire face en raison de la crise financière mondiale actuelle entraîneront un déclin à long terme, voire permanent, de notre niveau de vie. L'heure est venue de *passer à la vitesse supérieure*. »

Investir dans le savoir et l'innovation

Le développement des compétences, du talent, de la créativité et de la capacité d'innovation des diplômés canadiens constitue le meilleur moyen d'assurer la productivité, la croissance économique et la prospérité à long terme. Les investissements que le Canada réalise aujourd'hui mèneront à de nouveaux procédés, découvertes, services et politiques qui seront nécessaires à notre réussite dans deux, cinq et 25 ans.

Grâce aux investissements consentis par le gouvernement fédéral au cours de la dernière décennie, le Canada dispose aujourd'hui d'un solide milieu de recherche universitaire sur lequel prendre appui. Les investissements substantiels consentis dernièrement au Programme d'infrastructure du savoir et à la Fondation canadienne pour l'innovation rendront l'infrastructure de recherche au pays encore plus attrayante. Les universités canadiennes peuvent attirer et retenir les meilleurs chercheurs grâce à des programmes comme le Programme de chaires de recherche du Canada, le Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier et les Chaires d'excellence en recherche du Canada. Afin de tirer pleinement parti du potentiel de ces nouvelles possibilités et du talent, le gouvernement du Canada devrait accroître ses investissements dans les trois organismes subventionnaires fédéraux. Ces investissements permettraient d'améliorer la quantité et la qualité de la recherche effectuée ainsi que d'accroître le soutien financier aux frais engagés par les établissements pour la recherche.

Ces investissements sont nécessaires afin de faciliter la transition économique en cours et d'assurer la compétitivité du Canada au sein de l'économie du savoir mondiale en constante expansion. Les investissements qui seront consentis, dans le prochain budget, aux Instituts de recherche en santé du Canada, au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et au Conseil de recherches en sciences humaines généreront des retombées économiques et sociales à la fois par les découvertes réalisées dans le cadre des recherches et par la capacité accrue d'innover dont les diplômés feront profiter tous les secteurs de l'économie. Tout nouvel investissement devrait servir à promouvoir des secteurs constituant les points forts de la recherche au sein des trois organismes subventionnaires fédéraux, sans toutefois négliger la nécessité de soutenir la recherche évaluée par les pairs, à long terme et axée sur les découvertes dans une vaste gamme de domaines. En effet, si nous connaissons nos plus grandes forces aujourd'hui, nous

ignorons toutefois d'où naîtront nos prochaines grandes découvertes et dans quel secteur nous excellerons.

En dépit des difficultés économiques à l'échelle mondiale, d'autres pays intensifient les investissements consacrés à l'innovation :

- Aux États-Unis, une enveloppe de 10,4 milliards de dollars a été prévue au cours des deux prochaines années pour les National Institutes of Health, sans compter l'augmentation de leurs budgets de base, dans le cadre des mesures de relance économique mises de l'avant chez nos voisins du Sud. La National Science Foundation a également reçu un apport de trois milliards de dollars.
- Le gouvernement allemand a récemment annoncé qu'une hausse de 28 milliards de dollars serait accordée au financement de la science au cours de la prochaine décennie. Cette mesure s'ajoute aux importantes nouvelles ressources annoncées l'an dernier, dont le financement des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements.
- Le budget 2009 du gouvernement australien prévoit une hausse de 25 pour cent du financement de la science et de l'innovation, principalement par l'entremise de nouveaux investissements dans l'infrastructure et dans des domaines ciblés de recherche. Le gouvernement de l'Australie a également annoncé que, d'ici 2014, il doublera le taux de financement dont bénéficient les universités afin de couvrir les frais engagés par les établissements dans le cadre des travaux de recherche financés par le secteur public.
- Cette année, le gouvernement indien a majoré de 40 pour cent son budget consacré à l'enseignement supérieur.
- Le Royaume-Uni, qui connaît un ralentissement beaucoup plus marqué que le Canada, a annoncé qu'il poursuivrait l'augmentation sur 10 ans de ses investissements en sciences.

Les universités canadiennes doivent ainsi couvrir des frais qui sont considérés, dans d'autres pays, comme une responsabilité de base des organismes de financement de la recherche. Ce défi continu met à rude épreuve plusieurs budgets des universités et menace la viabilité à long terme de la recherche universitaire au Canada. Le taux actuel moyen de remboursement global des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements au Canada se situe à un peu moins de 23,3 pour cent, ce qui est bien inférieur aux taux de remboursement chez ses principaux concurrents, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne où ce taux atteint en moyenne entre 40 et 60 pour cent des sommes investies dans la recherche par le gouvernement. Il est important de continuer d'accroître les investissements dans les frais de soutien de la recherche engagés par les établissements afin d'atteindre à moyen terme un taux concurrentiel sur la scène internationale.

Par ailleurs, il est également important d'offrir un soutien additionnel afin de retenir au Canada les jeunes étudiants aux cycles supérieurs et les chercheurs postdoctoraux talentueux de plus en plus nombreux à détenir un diplôme dans une vaste gamme de disciplines. Un nouveau programme postdoctoral offrant du financement pendant deux ans à 800 nouveaux diplômés aidera à retenir et à former des talents créatifs au Canada, à stimuler l'économie canadienne à court terme et à préparer le pays à une croissance économique à long terme.

Les enjeux mondiaux, comme la réduction de la pauvreté, la lutte contre les maladies et le changement climatique, nécessitent des équipes de recherche mondiales; il est essentiel de collaborer à l'échelle mondiale afin de parvenir à des résultats percutants. La capacité de recherche émergente de la Chine, de l'Inde et du Brésil, les nouvelles occasions de collaborer avec des pays des Amériques et de solides partenariats en place avec les États-Unis et l'Europe

permettent au Canada de participer à un nombre accru de projets de recherche dans le cadre de collaborations internationales. Les Canadiens qui collaborent à des projets de recherche internationaux ont déjà fait leur marque sur la scène internationale en contribuant à d'importantes découvertes et avancées. Néanmoins, si le Canada continue de tisser des liens étroits à l'échelle mondiale, les Canadiens auront accès aux talents, aux marchés et aux sources de revenus mondiaux, ce qui permettra au pays de maximiser ses activités de R-D.

C'est maintenant le moment pour le Canada d'annoncer une stratégie d'investissements à moyen terme qui lui permettra de maintenir et d'améliorer sa position concurrentielle.

Ainsi, l'AUCC recommande que le gouvernement fédéral :

- **accroisse de façon considérable ses investissements dans la recherche universitaire par l'entremise des programmes clés des organismes subventionnaires. Ces investissements permettraient d'augmenter les budgets centraux des organismes subventionnaires dans le domaine de la recherche et de majorer le Programme des coûts indirects afin de soutenir les chercheurs, de former de futurs chercheurs et de créer des partenariats au Canada et à l'étranger. Un financement annuel de 400 millions de dollars pour chacune des deux prochaines années, accompagné de hausses de 250 millions de dollars pour chacune des trois années suivantes, permettrait d'améliorer considérablement la capacité du Canada de produire des idées, de former les futurs chercheurs et d'innover.**

Ces investissements aideraient le Canada à attirer et à retenir les meilleurs chercheurs, surtout en offrant davantage de possibilités aux chercheurs de niveau postdoctoral et aux chercheurs très prometteurs. Si des fonds additionnels sont consacrés aux bourses de recherche, les bonnes idées seront générées en plus grand nombre et contribueront à créer de nouvelles technologies et à résoudre les problèmes qui se présenteront. Un financement accru des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements améliorera la viabilité de la recherche universitaire et rapprochera le taux de remboursement de 40 pour cent qui constitue le minimum requis pour que le Canada puisse livrer concurrence sur la scène internationale. Les ressources supplémentaires prévues pour la collaboration internationale en matière de recherche permettraient d'augmenter la capacité des universités canadiennes de participer à des projets de recherche avec des partenaires clés, renforçant ainsi la position du Canada comme chef de file de la recherche.

Recruter des étudiants étrangers

En attirant des étudiants étrangers au Canada, les universités donnent aux Canadiens l'occasion d'être en contact avec une main-d'œuvre hautement qualifiée et des idées provenant du monde entier. La présence d'étudiants étrangers enrichit l'expérience d'apprentissage de tous les étudiants canadiens et a également des répercussions économiques immédiates et notables au sein des collectivités canadiennes. De nouvelles estimations du gouvernement du Canada évaluent à 6,5 milliards de dollars l'impact économique annuel global des étudiants étrangers au Canada.

De plus, le Canada bénéficie de l'apport des étudiants étrangers qui obtiennent leur diplôme, que ceux-ci décident de s'établir au Canada et d'y travailler ou de mettre leur expertise et leur savoir au service de leur pays d'origine. En effet, les étudiants qui décident de s'établir au Canada à la fin de leurs études fournissent au pays les diplômés qualifiés dont il a besoin pour accroître le

rendement de son économie, alors qu'il s'apprête à connaître un ralentissement de sa croissance démographique. Par ailleurs, lorsque les diplômés décident plutôt de retourner dans leur pays d'origine, nombre d'entre eux deviennent chefs d'entreprise, dirigeants gouvernementaux ou universitaires, ou encore chefs de file dans le domaine culturel, créant ainsi des réseaux qui renforceront les liens économiques, diplomatiques et culturels du Canada avec l'étranger.

Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les universités canadiennes a enregistré une croissance constante au cours de la dernière décennie et s'établit actuellement à environ 76 000. Par contre, au cours de la même période, la concurrence pour attirer ces jeunes talents de premier ordre s'est intensifiée et d'importants pays concurrents ont pris la tête. Par exemple, 2 600 étudiants universitaires originaires de l'Inde ont choisi le Canada, mais l'Australie et le Royaume-Uni en accueillent près de 10 fois ce nombre chacun. Plusieurs de ces principaux pays concurrents du Canada ont, au moyen d'investissements gouvernementaux considérables consacrés à des activités concertées de marketing et de recrutement, enregistré une croissance proportionnelle de leur part du marché des étudiants étrangers. Le Royaume-Uni a investi de nouveau environ 50 millions de dollars de 2006 à 2008 dans Education UK dans le cadre de l'initiative du premier ministre pour promouvoir l'éducation internationale; cette somme s'ajoute au financement de base du British Council, son principal organisme de marketing. Le gouvernement australien a haussé le financement de son principal organisme d'éducation, l'Australian Education International, à environ 20 millions de dollars par année, afin d'intensifier ses activités de marketing. Les États-Unis, depuis longtemps une destination de choix, ont accru de façon constante leurs investissements dans le but de revenir au nombre d'étudiants étrangers prévalant avant le 11 septembre, et ils ont de bonnes chances d'accroître leur part du marché.

Depuis quelques années, le gouvernement voit en ces étudiants de futurs travailleurs hautement qualifiés qui feront d'excellents candidats à l'immigration, vision qui coïncide avec l'importance qu'accordent les établissements d'enseignement canadiens au recrutement de la crème des étudiants étrangers. La volonté d'agir du gouvernement à cet effet a été réaffirmée à plusieurs reprises et est soutenue depuis peu par des mesures comme la stratégie de renforcement de l'image de marque Édu-Canada, les améliorations apportées aux principales politiques d'immigration et la création du Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier. Les universités canadiennes sont en mesure de maximiser les répercussions de ces initiatives, de relever le défi d'un environnement où la concurrence est de plus en plus forte et d'assurer au Canada une place de choix sur la scène internationale pour la qualité de l'enseignement supérieur. Ces efforts peuvent être maximisés par le soutien du gouvernement fédéral dans le cadre d'une nouvelle stratégie globale de recrutement et de marketing visant à accroître la visibilité et l'attrait des universités canadiennes.

Ainsi, l'AUCC recommande que le gouvernement fédéral :

- **investisse dans une stratégie de recrutement des étudiants étrangers, comprenant notamment des activités de marketing ciblées, qui permettra de promouvoir l'excellence des universités canadiennes auprès d'étudiants potentiels à l'étranger. L'ampleur des investissements s'établirait à 20 millions de dollars par année sur cinq ans.**

La stratégie de recrutement pourrait comprendre entre autres : accroître la présence sur le Web et organiser des campagnes publicitaires et médiatiques pour le lancement de l'image de marque Édu-Canada; faire connaître le Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier et les nouvelles mesures d'immigration, comme le Programme de permis de travail après l'obtention

du diplôme; consacrer du personnel exclusivement à la réalisation d'activités de marketing sur le terrain à l'étranger; organiser des salons de l'éducation et des activités de sensibilisation à l'intention de pays ciblés; organiser des campagnes ciblées visant le milieu universitaire.

Améliorer l'accès aux études supérieures pour les Canadiens autochtones

Les Canadiens autochtones travaillent fort pour parvenir à participer pleinement à la société canadienne. De nombreux Canadiens autochtones et leurs communautés prennent des mesures importantes pour faire avancer les choses, mais ils se heurtent à des difficultés spécifiques liées à divers facteurs sociaux, économiques, géographiques, culturels et historiques. Les excuses prononcées par le premier ministre l'an dernier relativement aux abus commis dans les pensionnats indiens ont laissé entrevoir l'intention du gouvernement de collaborer avec les peuples autochtones afin de corriger les erreurs passées et d'avancer ensemble vers l'avenir.

Les peuples autochtones peuvent contribuer grandement à soulager les pressions sur le marché du travail résultant des changements démographiques au Canada. En effet, le taux de croissance de la population de jeunes Canadiens autochtones est trois fois supérieur à la moyenne nationale. Le taux d'obtention de diplômes universitaires est cependant trois fois moins élevé chez les Canadiens autochtones que la moyenne canadienne. De plus, alors que les Autochtones sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études universitaires, l'écart entre leur taux d'obtention de diplôme et celui des autres étudiants se creuse.

Les Canadiens autochtones titulaires d'un diplôme universitaire bénéficient de revenus et de perspectives d'emploi analogues à ceux de leurs collègues non autochtones. Si de nombreuses difficultés doivent être résolues aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire, il n'en demeure pas moins que les universités ont un rôle important à jouer dans l'amélioration du taux d'obtention de diplôme chez les Canadiens autochtones. Afin d'augmenter le nombre d'inscriptions et le taux d'obtention de diplôme, les universités doivent mettre en place des programmes scolaires spécialisés et des programmes de soutien destinés aux Canadiens autochtones.

En collaboration avec des collectivités autochtones, de nombreuses universités canadiennes ont mis sur pied des programmes qui non seulement attirent des étudiants autochtones, mais leur apportent également l'aide nécessaire pour terminer et réussir leurs études. Ces programmes nécessitent des ressources additionnelles qui, la plus part du temps, ne sont pas fournies par les subventions de fonctionnement provinciales allouées à l'enseignement en classe. Nombre de ces programmes ne bénéficient pas non plus d'un financement durable à long terme. Le financement du fédéral actuellement consacré à ces programmes est insuffisant.

Qui plus est, la croissance du financement d'Affaires indiennes et du Nord Canada visant précisément à aider les étudiants indiens inscrits et inuits n'a pas suivi l'évolution de la demande, de la démographie et des coûts. Compte tenu des bénéfices économiques et sociaux qu'apportent les diplômés universitaires autochtones, il serait judicieux de veiller à ce que les étudiants qualifiés disposent des fonds nécessaires pour avoir accès à l'université. Cela contribuerait à remédier aux problèmes urgents et complexes que doivent surmonter les Canadiens autochtones afin d'atteindre leur objectif, qui consiste à participer pleinement à la société canadienne.

Ainsi, l'AUCC recommande que le gouvernement fédéral :

- **accroisse les possibilités en matière d'études universitaires pour les Canadiens autochtones en augmentant le soutien financier à l'intention des étudiants autochtones, en investissant dans les programmes et services universitaires destinés aux étudiants autochtones et en créant un fonds destiné à des projets pilotes dans le cadre desquels les universités travailleront en partenariat avec les collectivités autochtones à renforcer les taux de réussite des élèves aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire. L'AUCC recommande l'attribution d'un nouveau financement de 65 millions de dollars pour la première année, avec des hausses de 55 millions de dollars pour chacune des quatre années suivantes.**

Ces investissements permettraient dès l'an prochain à 2 800 étudiants autochtones supplémentaires de recevoir une aide du fédéral pour poursuivre des études postsecondaires. D'ici cinq ans, plus de 10 000 étudiants autochtones supplémentaires accéderaient au système postsecondaire. La prestation prolongée des programmes de soutien nécessaires permettrait par ailleurs de hausser les taux de réussite des étudiants autochtones. Les universités et les collectivités autochtones travailleraient ensemble à l'amélioration des résultats des élèves aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire afin qu'un nombre accru d'entre eux soient admissibles à l'université et prêts à la fréquenter.